

FORUM DES AS

MEDIAF Web Site : www.forumdesas.cd Email : forumdesas2001@gmail.com

"Lumumba Vea" lance le groupe d'animation "Écho du bloc Léopard"

P. 11



11^e RUE LIMETE/INDUSTRIEL N°15/C | N°7665 DU VENDREDI 15 MAI 2026 | PRIX : 3.000 FC

Visite de Kagame annulée à Washington, avantage diplomatique pour Fatshi

Page 2

CHANGEMENT DE LA CONSTITUTION, 3^{ÈME} MANDAT

Le dialogue national inclusif renvoyé aux calendes grecques ?

Page 3

Unikin : l'Intendance générale de l'ESURSI sollicite plus de 5 millions de dollars au FPI

Page 4

Kimbembe Mazunga écrit à Forum des As

Page 12

DGRAD Communiqué officiel

Page 5

Lualaba : plus de 200 présumés criminels arrêtés lors d'un bouclage à Kolwezi

Page 9

Tensions USA-Rwanda : visite de Kagame annulée à Washington, avantage diplomatique pour Tshisekedi

Le président rwandais Paul Kagame n'a finalement pas effectué la visite officielle prévue aux États-Unis en avril, dans un contexte de fortes tensions entre Kigali et Washington liées à la crise sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Cette annulation est interprétée à Kinshasa comme un signal diplomatique favorable au président Félix Tshisekedi, dont la stratégie d'internationalisation du conflit semble gagner en influence sur la scène internationale.

Dans les milieux diplomatiques, cette absence de Paul Kagame à Washington dépasse le simple incident protocolaire. Elle s'inscrit dans une séquence de crispation progressive entre les États-Unis et le Rwanda, alimentée notamment par les accusations récurrentes de soutien de Kigali aux rebelles

du M23 actifs dans le Nord-Kivu.

Depuis plusieurs mois, Washington adopte, aux côtés de plusieurs partenaires occidentaux, une posture plus prudente et plus critique à l'égard du Rwanda. Les rapports successifs d'experts des Nations unies, les alertes humanitaires ainsi que les démarches diplomatiques de Kinshasa ont contribué à replacer durablement le dossier congolais au centre des préoccupations internationales.

UNE ÉVOLUTION QUI REPRÉSENTE UN GAIN DIPLOMATIQUE

Pour Félix Tshisekedi, cette évolution représente un gain diplomatique non négligeable. Depuis la résurgence du M23, le chef de l'État congolais a intensifié ses initiatives pour internationaliser la crise sécuritaire et faire reconnaître, dans les cercles décisionnels,

la responsabilité présumée du Rwanda dans l'instabilité persistante à l'Est de la RDC.

Ses interventions répétées à l'ONU, à l'Union africaine et lors de rencontres bilatérales avec les puissances occidentales ont progressivement façonné une perception plus attentive aux préoccupations de Kinshasa. Une approche qui, dans un premier temps, avait suscité du scepticisme chez certains observateurs, convaincus que les relations entre Kigali et ses partenaires occidentaux resteraient solides malgré les tensions régionales.

ENTRE ÉTATS, IL N'Y A QUE LES INTÉRÊTS

Mais les équilibres évoluent. Washington semble désormais adopter une posture plus mesurée, marquant une distance progressive avec Kigali sur un dossier devenu particulièrement sensible sur

les plans sécuritaire et humanitaire.

Cette situation illustre une constante des relations internationales : entre les États, il n'y a que les intérêts stratégiques qui primes. Les alliances ne sont jamais figées et évoluent selon les rapports de force et les priorités géopolitiques du moment.

Longtemps perçu comme un partenaire stable et stratégique par plusieurs capitales occidentales, le Rwanda voit aujourd'hui son image internationale confrontée aux réalités du conflit dans l'Est congolais. L'intensification des violences et la pression diplomatique croissante contribuent à réévaluer certaines perceptions établies.

Dans ce contexte, l'annulation de la visite de Paul Kagame aux États-Unis apparaît comme un signal politique discret mais significatif d'une prise de

distance de Washington. Sans annonce officielle spectaculaire ni mesure publique, cette décision traduit néanmoins une évolution sensible du positionnement américain.

Pour Kinshasa, cette séquence renforce l'idée que la diplomatie offensive engagée par Félix Tshisekedi commence à produire des résultats tangibles. Elle pourrait également influencer les futures dynamiques régionales autour des efforts de paix dans la région des Grands Lacs. Dans une crise où les enjeux militaires, politiques et diplomatiques s'entremêlent étroitement, chaque geste des grandes puissances devient un indicateur stratégique. L'absence de Paul Kagame à Washington apparaît ainsi comme un épisode révélateur d'un réajustement progressif des équilibres internationaux autour de la crise congolaise.

Jérémy ASOKO

Sénat : Kayikwamba défend les accords de paix avec le Rwanda et le partenariat stratégique avec les États-Unis

La Ministre d'État, Thérèse Kayikwamba Wagner, a été entendue hier jeudi devant deux commissions clés du Sénat congolais, dans le cadre de l'examen de deux textes majeurs engageant la diplomatie et la stratégie internationale de la République démocratique du Congo.

Devant la Commission des Relations extérieures, Défense, Sécurité et

Frontières, la cheffe de la diplomatie congolaise a défendu le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord de paix entre la RDC et le Rwanda, un texte présenté comme une étape importante dans la recherche de la stabilité durable à l'Est du pays.

Dans la foulée, elle a également pris part à une seconde audition devant la Commission mixte Économie, Finances et Bonne gouvernance

Environnement, Développement durable, Ressources naturelles et Tourisme. Cette séance était consacrée à l'examen du projet de loi portant ratification de l'Accord de partenariat stratégique entre la RDC et les États-Unis d'Amérique.

Au cours de cet exercice de redevabilité institutionnelle, la Ministre d'État a apporté des éclaircissements sur les mécanismes diplomatiques, sécuritaires et juridiques prévus pour la mise en œuvre

des deux accords. Elle a également détaillé les retombées attendues pour la RDC, tout en précisant les limites et les engagements exclus de ces textes.

Cette double audition s'inscrit dans un contexte où Kinshasa intensifie sa diplomatie de consolidation de la paix et de diversification des partenariats stratégiques, en misant sur des instruments juridiques structurants pour soutenir les efforts de stabilisation,



notamment dans l'Est du pays. Jérémy ASOKO

Coopération : Kinshasa et Luanda accélèrent les discussions sur un projet d'interconnexion électrique

Le Président angolais João Lourenço a reçu, hier jeudi, à Luanda, le ministre congolais des Ressources hydrauliques et de l'Électricité, Aimé Molendo Sakombi accompagné de Teddy Lwamba Muba, directeur général de la SNEL dans le cadre des échanges portant sur la

coopération énergétique entre la République démocratique du Congo et l'Angola.

L'audience s'est tenue au Palais présidentiel de la Cidade Alta, dans la capitale angolaise.

Selon les informations communiquées à l'issue de la rencontre, les

discussions ont principalement porté sur un projet d'interconnexion électrique entre les deux pays.

D'après la délégation congolaise, cette initiative vise notamment à permettre à la RDC d'acquérir de l'énergie électrique auprès de l'Angola afin de renforcer l'approvisionnement

énergétique dans certaines zones du pays.

Les deux parties ont également évoqué les perspectives de coopération dans le domaine des infrastructures énergétiques et des ressources hydrauliques, dans un contexte marqué par la recherche de solutions régionales aux

défis de l'accès à l'électricité.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de coopération bilatérale entre Kinshasa et Luanda, qui multiplie, ces dernières années, les échanges dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'énergie, le commerce et la sécurité régionale. César IPOKA

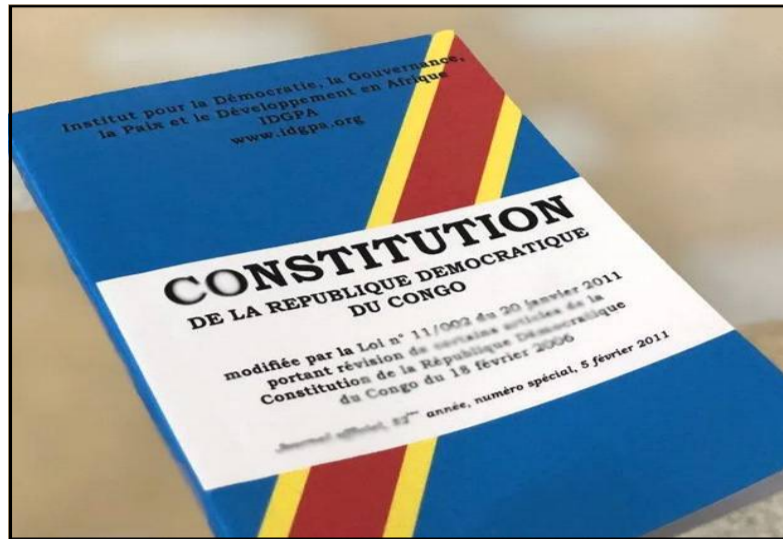
CHANGEMENT DE LA CONSTITUTION, 3^{ÈME} MANDAT

Le dialogue national inclusif renvoyé aux calendes grecques ?

Depuis un bon bout de temps, l'espace politique congolais est dominé par le débat autour d'un éventuel changement de la constitution et d'un troisième mandat du président Félix Tshisekedi.

Concernant le dialogue national inclusif qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive, c'est le silence radio. Beaucoup de rendez-vous sur le retour de la paix en RDC ont été amorcés, de Luanda à Washington en passant par Doha. Malheureusement, aucun résultat probant n'a été enregistré sur terrain. Même l'accord de partenariat économique entre la RDC et les Etats-Unis, dont on croyait qu'il produirait des effets sur le plan sécuritaire, est resté sans résultat palpable.

La mission confiée au duo CENCO-ECC et à l'église de réveil est restée lettre morte. D'aucuns se demandent aujourd'hui si la collaboration entre ces deux grands groupes de confessions religieuses est encore possible dès lors que



certaines têtes d'affiche de l'église de réveil du Congo (ERC) ont affiché clairement leur position pro pouvoir en s'alignant derrière l'option de changement de la constitution.

Comment des personnes qui ont pris officiellement parti pour un camp peuvent-elles jouer le rôle de médiateur ? D'ailleurs, tout au début de l'initiative de la CENCO et l'ECC les églises de réveil s'étaient dressées contre la position des catholiques et des protestants.

Après avoir fait beaucoup de bruits et même tenu des propos malveillants contre les catholiques et les protestants,

ils ont fini par adhérer à l'idée du Pacte social pour la paix et le vivre ensemble dans la région des grands lacs. C'est alors qu'ils ont été conviés à s'associer à la CENCO et l'ECC pour préparer une feuille de route devant aboutir à l'organisation proprement dite de ce grand forum voulu et attendu par la majorité de Congolais et leurs partenaires.

LE PRÉSIDENT JOAO LOURENÇO DE NOUVEAU À LA MANŒUVRE ?

C'est dans ce contexte d'impasse et beaucoup pensent que le dialogue est

renvoyé aux calendes grecques que nous apprenons que des émissaires du président Félix Tshisekedi se seraient rendus à Luanda où ils auraient rencontré le président angolais, pour lui transmettre un message du chef d'État congolais.

Du coup, les analystes de la politique rd congolaise sont entrés en scène pour voir dans ce contact la reprise des consultations amorcées il y a quelques mois entre le leader angolais et les différentes parties prenantes au conflit qui déchire la partie septentrionale de la RDC.

Si cette information s'avérait fondée, il y a de quoi à se réjouir étant donné que le statu quo observé au front, profite plus aux occupants qu'aux Congolais qui tiennent à la réunification de leur pays.

À ce propos, il sied de rappeler que les coins tels que Rutshuru, Bunagana, Goma et Bukavu échappent à l'autorité du gouvernement central, et ce au grand dam de tous les patriotes.

Reste à savoir si cette fois le président Joao Lourenço, médiateur attitré désigné par l'Union africaine (Ua) s'en

sortira là où il n'a pas su réconcilier les deux parties en conflit, la RDC et le Rwanda.

Toutefois, il importe de souligner que sur le plan diplomatique la donne a beaucoup changé. Aujourd'hui, le Rwanda est désigné par les USA comme le soutien avéré des rebelles de l'AFC-M23, qui combattent le soutien avéré des rebelles de la plus grande puissance mondiale ait pris publiquement cause et fait pour la RDC, constitue un grand avantage pour le pouvoir en place. Tshisekedi peut donc se sentir à l'aise face au dictateur rwandais sur le plan international.

Cependant, les Congolais ne doivent pas croiser les bras et attendre que leur sort soit réglé par d'autres. La meilleure solution est celle qui est conçue et mise en œuvre par les propres citoyens d'un pays. C'est pourquoi, la majorité de Congolais s'attache à la tenue du dialogue inclusif pour que les politiciens lavent leurs linges sales en famille, et redonnent la joie à leurs compatriotes de l'Est qui ont tant souffert depuis des années des affres de la guerre. **Muke MUKE**

La NSCC favorable à la révision de la Constitution de 2006

Le président de la Nouvelle société civile congolaise (NSCC), Jonas Tshiombela, a exprimé son soutien à la démarche de l'Église de Réveil du Congo, favorable à une révision de la Constitution du 18 février 2006, relançant ainsi un débat hautement sensible au sein de la classe politique et de la société congolaise.

Prenant part à une conférence de presse animée par l'archevêque Evariste Ejiba Yamapia, l'activiste a estimé que la Loi fondamentale actuelle ne répondrait pas suffisamment aux attentes de la population et pourrait être modifiée à tout moment. Selon lui, la prochaine réforme devrait davantage encadrer la gestion des institutions provinciales afin d'en faire bénéficier directement les

citoyens.

"... ATOUT MOMENT, ON PEUT CHANGER OU TOUCHER À LA CONSTITUTION"

Jonas Tshiombela soutient ainsi que le texte constitutionnel en vigueur ne comporte pas de verrou explicite sur sa révision. " *Du début jusqu'à la fin de cette Constitution, je n'ai vu nulle part où on inscrit le moment où il faut changer la Constitution. À tout moment, on peut changer ou toucher à la Constitution* ", a-t-il déclaré, estimant que l'enjeu principal reste l'intérêt du peuple.

Au cœur de son argumentaire figure également la question de l'équilibre institutionnel. Le président de la NSCC considère en effet que le président de la République, élu au suffrage universel, disposerait de marges de manœuvre limitées par



rapport au Premier ministre, pourtant issu de sa majorité. " *Il n'a pas une marge de manœuvre pour travailler* ", a-t-il affirmé.

Dans sa vision, une réforme constitutionnelle devrait aboutir à des institutions davantage orientées vers les besoins de la population, avec une gouvernance plus

communautaire et participative. Il appelle par ailleurs à l'ouverture d'un débat national dans les six prochains mois, afin de permettre aux citoyens de s'exprimer sur cette question.

Jonas Tshiombela met également en garde contre certaines dispositions, notamment l'article 217, qu'il juge susceptibles de fragiliser

l'unité nationale. Il plaide ainsi pour un " *verrouillage* " de la future Constitution afin d'éviter tout risque de fragmentation du pays.

Ce positionnement intervient dans un climat politique marqué par de profondes divergences. L'Église de Réveil du Congo apparaît elle-même divisée sur la question, tandis que l'opposition dénonce une manœuvre politique visant à prolonger le maintien au pouvoir du président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo au-delà de son mandat actuel, qui expire en décembre 2028.

Dans ce contexte tendu, le débat sur la révision constitutionnelle s'impose progressivement comme l'un des enjeux majeurs de la scène politique congolaise, entre aspirations réformatrices, soupçons de calcul politique et fractures institutionnelles persistantes.

Jérémie ASOKO

Unikin : l'Intendance générale de l'ESURSI sollicite plus de 5 millions de dollars au FPI

* La visite du DGA du FPI a permis de constater la vétusté des équipements usités

Directeur Général Adjoint du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI), M. Blaise Mastaky Birindwa a visité les installations de l'Intendance Générale de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovation (IG-ESURSI), situées sur le site de l'Université de Kinshasa. Occasion, pour son équipe, de réaliser la précarité dans laquelle travaille le personnel de l'IG-ESURSI.

Une fois dans l'enceinte de l'Intendance générale de l'UNIKIN, le DGA du FPI a été marqué par la scène désolante. "Des machines datant, pour la plupart, de plus de cinquante ans ; des ateliers vieillissants, mais encore animés par une expertise technique reconnue... Visiblement, à l'UNIKIN, l'Intendance Générale de l'ESURSI tente de maintenir ses capacités d'intervention, malgré l'usure du temps et le manque d'investissements", commente un membre de la délégation.

De prime abord, relève un observateur, cette situation soulève une question centrale : "Comment répondre efficacement aux besoins croissants des universités publiques avec des équipements devenus obsolètes ?"

VERS UN PROJET DE RELANCE

"Cette visite, explique un haut cadre du FPI, s'inscrit dans le cadre de l'examen d'un projet de relance opérationnelle, destiné à remettre en capacité cette structure publique, chargée de la mutualisation logistique, technique et infrastructurelle des établissements publics du secteur universitaire en République démocratique du Congo".

Au cours de cette mission, la délégation du FPI a visité plusieurs installations techniques, notamment les ateliers, le garage, les espaces de maintenance ainsi que différents



Le Directeur Général Adjoint du FPI, M. Blaise Mastaky Birindwa visite ici les installations de l'Intendance Générale de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovation, à l'Unikin. PHOTO DROITS TIERS



Le DGA du FPI découvre "des machines datant, pour la plupart, de plus de cinquante ans, et des ateliers vieillissants, mais encore animés par une expertise technique reconnue..." PHOTO DROITS TIERS

équipements, appelés à être réhabilités dans le cadre du plan de modernisation soumis au Fonds de Promotion de l'Industrie.

Malgré la vétusté des infrastructures et des équipements, les responsables de l'IG-ESURSI s'adonnent à mettre à profit l'expérience accumulée par le personnel technique, dont le savoir-faire continue de faire fonctionner plusieurs unités.

RÔLE DE L'INTENDANCE

De l'avis de ces agents, l'absence de modernisation limite considérablement les capacités d'intervention et la qualité des services rendus aux institutions publiques de l'enseignement supérieur.

"Selon les responsables de l'IG-ESURSI, cette structure joue un rôle stratégique dans l'appui

technique aux universités et instituts supérieurs publics. Elle intervient notamment dans l'approvisionnement, le stockage, la distribution, la maintenance, la réhabilitation et le contrôle des infrastructures universitaires", nous souffle un cadre du FPI.

5,1 MILLIONS DE DOLLARS SOLLICITÉS

Le projet présenté au FPI prévoit la mobilisation d'une ligne de financement d'environ 5,1 millions de dollars américains, afin de relancer progressivement les capacités opérationnelles de l'Intendance Générale.

Ce programme comprend la réhabilitation des ateliers et garages existants, l'acquisition d'équipements techniques et informatiques, le renforcement du matériel de maintenance ainsi que l'achat d'engins destinés aux travaux

de construction et d'entretien.

MODERNISER LES CAPACITÉS

Le plan prévoit également le renouvellement partiel du charroi automobile ainsi que la remise en service de certaines unités techniques spécialisées, notamment une chambre froide et une unité médicale.

À travers cette mission, le Fonds de Promotion de l'Industrie s'attend à poursuivre sa politique d'évaluation directe des projets à fort impact socio-économique. Pour le FPI, la relance de l'IG-ESURSI pourrait contribuer à moderniser les capacités techniques des institutions universitaires publiques et à renforcer durablement les infrastructures de l'enseignement supérieur en RDC. **Yves KALIKAT**

FORUM DES AS

Quotidien d'informations

15/C, 11^{ème} Rue
Limete/Industriel
forumdesas2001@gmail.com
www.forumdesas.cd
Id. Nat. M 59842 H
Editeur Responsable
BONGO BOVERY

Directeur de Publication
Didier KEBONGO
(+243 82 47 89 795)

Directeur de la Rédaction
Kléber KUNGU

Rédacteur en chef
Yves KALIKAT

Rédaction centrale
Didier KEBONGO
Yves KALIKAT
Kléber KUNGU
Mathy MUSAU
Fyfy-Solange TANGAMU
Christian-Timothée MAMPUYA
Gloire BATOMENE
Jérémie ASOKO

Collaborateurs extérieurs
Muke MUKE
César IPOKA
Tricya MUSANSI

Kananga
Félix MULUMBA Kalemba
Ituri
Héritier TIMOLO
Nord-Kivu
Pascal NDUYIRI
Lubumbashi
Patient MBY

Service Administratif
et Financier
Sylvain Mpono

Publication assistée
par ordinateur (PAO)
Jacques LUSIMANU
Aimé NSIMBA

Webmaster & Edition
électronique
David BABOMBWA
Distribution
Nico MBENGA
MASAMUNA

Délestages chroniques à Kinshasa : malgré un potentiel hydroélectrique colossal, l'électricité reste un luxe instable dans plusieurs quartiers

La capitale congolaise vit au rythme des coupures d'électricité, dans un contraste saisissant entre un potentiel hydroélectrique parmi les plus importants du continent et une réalité quotidienne marquée par des délestages chroniques, souvent imprévisibles et parfois prolongés au-delà des calendriers annoncés.

"Notre potentiel hydroélectrique est colossal, mais la réalité des délestages broie le quotidien des Congolais", résume une formule qui sonne comme un constat largement partagé dans les foyers de Kinshasa, où l'électricité est devenue un service irrégulier plutôt qu'un droit garanti.

Dans la commune de Kisenso, les habitants décrivent une situation qui

dépasse parfois les plans officiels de rationnement. L'électricité peut disparaître pendant plusieurs jours consécutifs, perturbant profondément les activités domestiques et économiques. " On peut même faire trois jours sans que l'ampoule s'allume, alors que nous avons un délestage d'un jour entier... C'est méchant ce que nous vivons ici à Kisenso, mais chaque fin du mois nous sommes dans l'obligation de payer les factures dont le montant augmente ", témoigne maman Espérance, visiblement résignée face à une situation devenue routinière.

Le sentiment d'écart entre le discours sur les capacités énergétiques du pays et la réalité vécue dans les quartiers populaires est également très présent. " On nous chante le potentiel hydroélectrique immense

que la RDC possède, mais rien de concret pour alimenter toute une ville, voire même quatre quartiers d'une seule commune ", déplore Patrick, habitant de la capitale, qui pointe une inadéquation persistante entre promesses et service rendu.

À Mombele, le désenchantement prend une dimension encore plus critique. Malgré l'existence de grandes infrastructures comme le complexe hydroélectrique de Barrage d'Inga, la fourniture d'électricité reste instable.

" Plus de trois barrages d'Inga au pays, on se demande si réellement ces barrages nous appartiennent ou si c'est en crédit, ou une ironie... Chez nous à Mombele, c'est misère sur misère. Comment bien entreprendre si je n'avais pas de groupe électrogène ? ", confie Reagan, jeune

entrepreneur contraint de s'appuyer sur un générateur pour maintenir son activité.

Dans la ville, cette précarité énergétique a profondément transformé les modes de vie. Les ménages s'adaptent comme ils peuvent : lampes rechargeables, bougies, batteries externes et groupes électrogènes sont devenus des équipements quasi indispensables pour ceux qui en ont les moyens.

Dans les commerces, les salons de coiffure, les cabines téléphoniques ou les ateliers artisanaux, chaque coupure entraîne un ralentissement, pertes financières et incertitude. Au-delà des désagréments immédiats, les délestages prolongés fragilisent l'ensemble de l'économie urbaine.

Les petites entreprises réduisent leurs heures d'activité, les denrées

périssables sont perdues, et les coûts de production augmentent en raison de la dépendance aux solutions alternatives.

Pourtant, la RDC demeure un géant énergétique en théorie, doté d'un potentiel hydroélectrique capable d'alimenter une large partie du continent africain. Mais entre infrastructures insuffisantes, distribution inégale et contraintes de gestion, le pays peine encore à transformer cette richesse naturelle en service public fiable.

À Kinshasa, l'électricité reste ainsi au cœur d'un paradoxe structurel : abondante en potentiel, mais rare dans le quotidien. Une réalité qui continue de façonner la vie urbaine et d'alimenter un sentiment d'attente face à une promesse énergétique encore largement inachevée.

Jérémie ASOKO



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



SECRETARIAT GENERAL DE LA CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX – DGRAD

COMMUNIQUE OFFICIEL N° 001/PR/CDON/...../...../2026 ET N° 004./DGRAD/DG/2026

LE SECRETARIAT GENERAL DE LA CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX ET LA DIRECTION GENERALE DES RECETTES ADMINISTRATIVES, JUDICIAIRES, DOMANIALES ET DE PARTICIPATIONS, DGRAD EN SIGLE, RAPPELLENT A TOUS LES RESPONSABLES DES SERVICES PUBLICS ET PARA-ETATIQUES ET AUX ENTREPRISES PUBLIQUES ET PRIVEES, A TRAVERS LEURS CORPORATIONS RESPECTIVES, L'OBLIGATION DE DISPOSER DE LA NOUVELLE EFFIGIE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT ET GRAND CHANCELLIER DES ORDRES NATIONAUX, DANS LES DIFFERENTS OFFICES DE LEURS ENTITES RESPECTIVES.

AINSI, IL EST DEMANDE A CEUX QUI NE SONT PAS EN REGLES, VIS-A-VIS DE CETTE OBLIGATION, DE CONTACTER LES SERVICES DU SECRETARIAT GENERAL A LA CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX POUR LES FORMALITES, EN VUE D'ACQUISITION AU PLUS TARD LE 30 JUIN 2026.

A PARTIR DU 1^{er} JUILLET 2026, LES SERVICES ATTITRES PASSERONT VERIFIER LA PRESENCE DE L'EFFIGIE PRECITEE DANS LES DIFFERENTS SERVICES ET ENTREPRISES. PASSE CE DELAI, LES DEFAILLANTS S'EXPOSERONT A TOUTES LES MESURES EN L'ESPECE.

Fait à Kinshasa, le 05 MAI 2026

Le Directeur Général de la DGRAD,

Etienne UTSHUDI LUTULA

Le Secrétaire Général à la Chancellerie des Ordres Nationaux

MOTANDA BASUSU Jean

Général de Brigade

Xi Jinping et Donald Trump visitent le Temple du Ciel

BEIJING, 14 mai (Xinhua) -- Le président chinois Xi Jinping et le président américain Donald Trump ont visité jeudi le Temple du Ciel à Pékin.

M. Xi a accueilli M. Trump à l'extérieur de la Salle des Prières pour de Bonnes Moissons. Les dirigeants ont posé pour une photo devant la salle et l'ont visitée.

Au cours de leur visite, M. Xi a expliqué à M. Trump que, dans la Chine antique, des rituels d'État étaient célébrés au Temple du Ciel, où les

dirigeants de l'époque priaient pour la prospérité nationale, l'harmonie sociale et des conditions météo favorables à de bonnes récoltes.

"Cela reflète la conception traditionnelle chinoise selon laquelle le peuple représente le fondement d'un Etat et que ce n'est que lorsque ce fondement est solide que l'Etat peut être stable", a déclaré M. Xi.

Le Parti communiste chinois a hérité et perpétué cette philosophie entrée sur le peuple et ancrée dans la civilisation chinoise, a-t-il déclaré.



En restant fidèle à son engagement fondamental de servir le peuple de tout son cœur, le Parti a gagné le soutien indéfectible du peuple chinois, a ajouté M. Xi.

M. Trump s'est dit impressionné par le Temple du Ciel, vieux de plus de 600 ans. Il a affirmé que les Etats-Unis et la Chine étaient deux grands pays, et que leurs peuples étaient sages et grands.

Il a appelé les deux pays à approfondir leur compréhension mutuelle et à renforcer l'amitié entre leurs peuples.

SELON LES DONNÉES DU SAINT-SIÈGE

L'Afrique compte à présent plus de catholiques que l'Europe

Selon les dernières statistiques publiées par le Saint-Siège, l'Afrique compte désormais plus de catholiques que l'Europe, une première historique qui reflète le déplacement progressif du centre de gravité de l'Église catholique vers le Sud global.

D'après l'édition 2024 de l'Annuaire statistique du Vatican, le continent africain abrite environ 288 millions de fidèles, soit légèrement plus que les quelque 286 millions recensés en Europe. Les catholiques africains représentent désormais 20,3 pour cent des fidèles dans le monde contre 20,1 pour cent pour l'Europe.

Malgré cette croissance, l'Afrique compte près de 5 000 catholiques par prêtre, contre 1 800 en Europe, signe d'un déséquilibre structurel



dans la répartition des ressources pastorales.

La croissance du catholicisme en Afrique contraste avec la stagnation,

voire le recul observé dans plusieurs pays européens.

Cette évolution s'inscrit dans une tendance démographique plus large : la

population africaine augmente rapidement, tandis que celle de l'Europe vieillit et diminue dans plusieurs régions.

ENVIRON 1,42 MILIARD EST LE NOMBRE TOTAL DE CATHOLIQUES DANS LE MONDE EN 2024

Le nombre total de catholiques dans le monde a atteint environ 1,42 milliard en 2024, en hausse par rapport aux 1,406 milliard recensés l'année précédente. Le continent américain demeure la principale région catholique, regroupant près de la moitié des fidèles.

Selon Vatican News, la répartition des catholiques rapportée à la population de chaque continent offre un éclairage particulièrement instructif. Fin 2024, on comptait ainsi 64 catholiques pour 100 habitants dans les

Amériques, 39,7 en Europe, 25,9 en Océanie, 19,9 en Afrique et 3,3 en Asie.

En Afrique, la vitalité religieuse se manifeste également par le nombre de baptêmes et de vocations. Près d'un tiers des baptêmes catholiques enregistrés dans le monde ont lieu sur le continent, tandis que le nombre de séminaristes y continue d'augmenter, contrairement à l'Europe et à l'Asie.

Malgré cette croissance, les responsables religieux soulignent que les ressources pastorales restent limitées. Dans de nombreux diocèses africains, un prêtre doit parfois s'occuper de plusieurs milliers de fidèles, en raison du manque de clergé et de l'étendue des territoires.

Fyfy Solange TANGAMU

Le ministre syrien des AE affirme le soutien de son pays à l'intégrité territoriale du Maroc et salue la résolution historique du Conseil de sécurité 2797

La République arabe syrienne, par la voix de son ministre des Affaires étrangères et des Expatriés, M. Asaad Hassan Al-Shaibani, a affirmé son plein respect de l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc et de sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire.

Cette position a été



exprimée dans un communiqué conjoint adopté à l'occasion de la visite de travail officielle effectuée, jeudi au Maroc, par M. Asaad Hassan Al-Shaibani.

Dans ce communiqué, M. Al-Shaibani, a également indiqué que la République arabe syrienne salue et soutient la résolution du Conseil de sécurité n° 2797, qui constitue un tournant dans

le processus de recherche d'une solution politique durable à ce différend régional.

M. Al-Shaibani effectue sa première visite officielle au Royaume à la tête d'une importante délégation, avec pour objectif de donner une nouvelle impulsion forte aux relations entre les deux pays frères.

diplomatie.ma

70e anniversaire de la création des FAR : Sa Majesté le Roi adresse un Ordre du jour aux Forces Armées Royales

Rabat - Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, Chef Suprême et Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Royales (FAR), a adressé, jeudi, un Ordre du jour aux Officiers, Officiers du rang et Militaires du rang, à l'occasion du 70e anniversaire de la création des FAR.

En voici la traduction :

"Louange à Dieu, que la prière et la bénédiction soient sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons,

Officiers, Officiers du rang et Militaires du rang,

Les Forces Armées Royales célèbrent cette année le 70e anniversaire de leur création, une occasion qui revêt une signification profonde dans l'histoire de notre pays, et représente une épopée nationale à travers laquelle Nous nous remémorons, avec fierté et considération, l'évolution de cette solide institution nationale ainsi que les actions louables et les énormes sacrifices qu'elle ne cesse de consentir pour que le Maroc demeure un pays sûr, préservant son intégrité territoriale.

A cette occasion, Nous nous félicitons des réalisations accomplies durant la précédente période, tout en soulignant la nécessité de continuer à oeuvrer pour promouvoir Nos Forces Armées et les développer davantage afin qu'elles accompagnent constamment les mutations profondes que connaît le monde.

A cet égard, Nous devons saluer le rôle agissant et central, dont les Forces Armées Royales ont été investies depuis leur création, pour la sécurisation et la protection de Nos frontières terrestres, maritimes et aériennes, ainsi que leur engagement, conformément à Nos Hautes Instructions, pour apporter leur contribution aux opérations de sauvetage et de secours, prodiguer les soins et dispenser de l'aide aux populations affectées, chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Officiers, Officiers du



rang et Militaires du rang,

Le développement des capacités défensives des Forces Armées Royales constitue une grande priorité et l'un des piliers essentiels de la stratégie que Nous avons adoptée à l'effet de la modernisation et de la structuration de Notre système militaire, en se focalisant sur la préservation des acquis et l'accompagnement de la dynamique que connaît l'ensemble des composantes de Nos Forces, l'objectif étant de renforcer leur performance et d'élever leur interopérabilité pour qu'elles soient toujours prêtes à relever tous les défis avec perspicacité, efficacité et professionnalisme.

Il faut également continuer à oeuvrer pour l'exécution des programmes scientifiques modernes adoptés, en mettant l'accent sur les projets intégrés dans les domaines de la recherche scientifique, appliquée et technique, de l'Intelligence artificielle, de la digitalisation et de la cybersécurité, ce qui est à même de consacrer la transformation qualitative au sein des Forces Armées Royales, la promotion de l'élément humain et l'amélioration de ses capacités professionnelles, à travers le développement et l'actualisation des programmes de formation, de stage et d'encadrement.

Au niveau des partenariats, Nous resterons

fidèles à l'adhésion des Forces Armées Royales aux efforts internationaux au service de la stabilité et de la sécurité sur les plans régional et international, notamment à travers le renforcement des liens de coopération interarmées et multilatérale, ce qui consolidera le capital confiance, le respect et la crédibilité dont jouit Notre Armée auprès de Nos frères, partenaires et amis.

Officiers, Officiers du rang et Militaires du rang,

Vos interventions immédiates et proactives sur le terrain pour faire face aux inondations qu'ont connues l'ouest et le nord du Royaume, aux côtés des autorités civiles et territoriales et des institutions publiques concernées, ont contribué au sauvetage et à l'évacuation des personnes touchées, tout en répondant à leurs besoins en hébergement, en denrées alimentaires, en soins médicaux, outre la protection de leurs biens.

Dans ce cadre, il Nous est agréable de Nous féliciter de cette épopée humanitaire marocaine, marquée par la fédération des efforts de l'administration centrale et territoriale et de la société civile pour l'activation proactive des opérations de sauvetage et de secours, auxquelles ont participé les unités des Forces Armées Royales, de la Gendarmerie Royale, de la Sûreté Nationale, des Forces

Auxiliaires et de la Protection Civile, avec une planification et une coordination minutieuses pour l'évacuation des habitants de Ksar El Kébir et de plusieurs villages de la région du Gharb, cernés par les inondations, tout en assurant leur hébergement et tout en leur apportant les aides nécessaires.

Nous saluons aussi les actions louables des équipes médicales et paramédicales opérant dans les Hôpitaux militaires de campagne et les Unités d'Intendance militaire, dont Nous avons ordonné le déploiement dans certaines zones reculées et montagneuses des provinces d'Azilal, d'Al Haouz et de Midelt suite aux conséquences des perturbations climatiques, ce qui a eu un impact reconfortant sur le moral de Nos fidèles sujets.

Parallèlement à ces efforts, il est important de souligner les résultats distingués du service militaire, qui joue un rôle majeur dans le renforcement de l'esprit de citoyenneté et d'appartenance à la Patrie, tout en consacrant les valeurs de solidarité, d'entraide, de discipline et de responsabilité auprès de Notre jeunesse marocaine.

À ce propos, Nous avons œuvré pour l'adoption d'une approche intégrée, fondée sur la modernisation des méthodes d'enseignement, d'encadrement et de qualification avec le renforcement des partenariats avec les administrations et les établissements publics, afin de développer les compétences nécessaires aux appelés dans de nouvelles spécialisations techniques qui répondent aux besoins professionnels actuels de Notre pays et à ses attentes dans les domaines de la formation professionnelle et de l'emploi.

Officiers, Officiers du rang et Militaires du rang,

Dans le domaine social, Notre attention demeure constamment doublée de Notre Haute Sollicitude à l'égard des membres de Nos Forces Armées Royales afin de développer Notre armée et

de garantir les meilleures conditions de travail et de formation. Nous avons donné Nos Ordres pour la création et la rénovation de plusieurs Hôpitaux militaires à Rabat, Meknès, Errachidia et Laâyoune en vue d'améliorer les services de santé et de la protection sociale au profit des militaires actifs et retraités ainsi que de leurs familles.

Dans le but de permettre à Nos fidèles sujets d'accéder à un logement qui corresponde à leurs aspirations et à leurs besoins, Nous avons donné Nos Ordres à l'Agence de Logements et d'Equipements Militaires pour lancer un programme supplémentaire, qui comprend 60.000 unités de logement, réparties sur une période de cinq ans, avec un rythme de réalisation de 12.000 unités par an.

Officiers, Officiers du rang et Militaires du rang,

Notre fierté en ce jour et la commémoration de cet anniversaire constituent également une occasion solennelle afin d'élever, avec des cœurs emplis de recueillement, les plus ardentes prières au Tout-Puissant pour couvrir de Sa Sainte miséricorde et de Sa grâce l'âme de Nos deux défunts Leaders, Notre Vénéré Père et Notre Vénéré Père, Sa Majesté le Roi Mohammed V et Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu les accueille dans Son vaste paradis parmi les Prophètes, les véridiques, les martyrs et les vertueux.

Nous implorons aussi le Très-Haut d'entourer de Son infinie miséricorde nos valeureux martyrs, qui ont sacrifié leurs âmes pour l'unité de la Patrie, sa gloire et sa grandeur, priant Dieu de vous assister dans votre mission et dans vos sacrifices au service de votre Patrie, tout en demeurant fidèles à votre devoir d'obéissance et de loyauté envers Votre Chef Suprême et au Glorieux Trône Alaouite.

Nous implorons Dieu, le Tout-Puissant, de vous accorder succès et de guider vos pas pour le bien de votre pays, en brandissant à jamais notre devise éternelle : Dieu, la Patrie, le Roi".

MAP

Kasaï-Central : La société civile du peuple dénonce une présumée spoliation de 8 hectares du site de l'Unikan

Le coordonnateur de la Société civile du peuple, Emmanuel Iza Kabukapu, a dénoncé hier jeudi 14 mai une présumée spoliation de huit hectares du terrain de l'Université de Kananga (Unikan), lors d'un point de presse organisé à Kananga. Devant les journalistes et plusieurs membres de la société civile, Emmanuel Iza Kabukapu a affirmé que cette dénonciation découle d'une enquête citoyenne menée par son organisation autour des documents fonciers du site universitaire de Katambayi.

Selon lui, le terrain initialement attribué à l'Unikan comprenait 42 hectares, obtenus avec l'implication des autorités coutumières locales, notamment du défunt chef Katambayi. Il affirme avoir personnellement participé, en tant qu'acteur de la société civile, aux démarches ayant conduit à cette attribution. " Nous avons souffert pour obtenir ces 42 hectares. Aujourd'hui, nous constatons que les nouveaux documents ne reprennent plus que 34 hectares ", a-t-il

déclaré.

Le coordonnateur de la Société civile du peuple accuse le cabinet du gouverneur Joseph-Moïse Kambulu Nkonko d'avoir facilité une modification irrégulière des documents fonciers de l'université. D'après ses explications, le comité de gestion de l'Unikan aurait remis des copies puis les originaux des documents fonciers au cabinet du gouverneur pour une prétendue régularisation administrative.

HUIT HECTARES RETRANCHEES POUR UN PROJET DE LA CNSS

Il soutient également qu'une somme de 2 500 dollars américains aurait été versée afin d'accélérer les démarches administratives liées à cette opération. " Lorsque les documents ont été retournés à l'université, nous avons constaté qu'il manquait huit hectares ", a affirmé Emmanuel Iza Kabukapu, précisant que plusieurs services administratifs auraient confirmé, au cours de leurs investigations, que des



instructions seraient venues des autorités provinciales.

La société civile soupçonne que l'espace retranché pourrait être destiné à un projet de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), notamment pour la construction d'un hôpital. Toutefois, Emmanuel Iza Kabukapu estime qu'un tel projet ne devrait pas se faire au détriment du patrimoine foncier de l'université.

SPOILIATION PROGRESSIVE DES BIENS DE L'ETAT
" S'il faut construire un hôpital universitaire pour les étudiants en médecine, nous sommes d'accord. Mais si

c'est pour d'autres intérêts, nous nous y opposons ", a-t-il insisté.

Au cours de cette déclaration, la Société civile du peuple a également dénoncé ce qu'elle qualifie de " spoliation progressive " des biens de l'État dans la province du Kasaï-Central. Emmanuel Iza Kabukapu a notamment évoqué la disparition de plusieurs maisons et terrains appartenant autrefois à l'État.

L'organisation annonce avoir saisi la ministre centrale de l'Enseignement supérieur et universitaire ainsi que d'autres autorités compétentes afin qu'une enquête soit ouverte sur ce

dossier.

La Société civile du peuple exige notamment : l'annulation des nouveaux documents fonciers attribuant 34 hectares à l'Unikan ; la restitution des huit hectares retranchés ; le remboursement des 2 500 dollars versés dans le cadre de la procédure ; et des sanctions contre les services impliqués dans cette affaire.

Jusqu'à présent, aucune réaction officielle du gouvernement provincial du Kasaï-Central ni du comité de gestion de l'Unikan n'a encore été rendue publique concernant ces accusations.

Félix MULUMBA
Kalemba

Beni : une journée " ville morte " paralyse les activités pour décrier les massacres des ADF

La ville de Beni s'est réveillée hier jeudi 14 mai 2026, dans une atmosphère inhabituelle, marquée par une circulation timide et un climat de tension perceptible dès les premières heures de la matinée. Plusieurs artères principales ont été partiellement désertes, certaines étant même barricadées par des manifestants issus des différents groupes de pression.

Très tôt, les forces de l'ordre ont été déployées dans différents points stratégiques de la ville. La présence policière, visible dans plusieurs quartiers, visait à prévenir d'éventuels troubles dans un contexte déjà fragilisé par l'annonce d'une journée " ville morte ".

Aux environs de 8 heures, la tension est montée d'un cran dans le quartier Muloku, où des tirs ont été entendus. Selon des témoins, des éléments de la police auraient ouvert le feu, provoquant la panique parmi les habitants, qui se sont précipitamment mis à l'abri.

Dans le centre-ville, notamment à Matonge, les activités économiques ont été complètement paralysées. Les commerces sont restés fermés et les rues inhabituellement vides, traduisant une forte adhésion de la population au mot d'ordre de grève.

LES MARCHES AUSSI PARALYSES

Le même constat a été observé au quartier Ntoni, où un calme inhabituel a régné toute la matinée. Les rues désertes et l'absence de

circulation ont donné à cette partie de la ville une atmosphère lourde, révélatrice d'un profond malaise social et sécuritaire.

Les marchés de la ville n'ont pas été épargnés par cette paralysie. Habituellement animés, ils sont restés totalement déserts, sans vendeurs ni clients. Le marché de Kilokwa, en particulier, a affiché un arrêt complet de toute activité commerciale.

LES ACTIVITES SCOLAIRES FORTEMENT AFFECTEES

Dans le secteur de l'éducation, la situation a également été perturbée. À Oïcha, des tensions ont été signalées autour de l'École primaire Pakanza, où des manifestants ont lancé des projectiles, causant des dégâts matériels et semant la

panique parmi les élèves et les enseignants.

De manière générale, les activités scolaires ont été fortement affectées dans toute la ville. Malgré les appels à la protection des établissements lancés la veille par les élèves, les cours n'ont pas été assurés, en raison de l'insécurité et de la crainte généralisée.

À la mi-journée, les autorités ont renforcé le dispositif sécuritaire avec le déploiement de policiers et de militaires dans les zones sensibles. Des interpellations ont été signalées, tandis que les banques, les magasins et autres services sont restés fermés, accentuant la paralysie.

Malgré les tensions enregistrées, aucun cas de mort n'a été officiellement signalé jusqu'à 15 heures. Les

rumeurs faisant état de décès dans certains quartiers ont été démenties, appelant la population à faire preuve de vigilance face aux fausses informations.

En fin de journée, une reprise progressive des activités a été observée dans plusieurs quartiers. La circulation a timidement repris, certains commerces ont rouvert, et les habitants ont commencé à sortir de leurs domiciles, bien que dans un climat de prudence.

Dans un communiqué, le maire de la ville a salué le sens de responsabilité de la population, soulignant que, malgré les tensions, l'ordre public a globalement été respecté. Il a également félicité les forces de sécurité pour leur gestion de la situation et appelé à un retour au calme durable.

Pascal NDUYIRI, à Beni

MARCHE PACIFIQUE CONTRE L'INSÉCURITÉ A NDJILI

Les organisateurs appellent à la discipline et au respect des autorités

C'est en principe ce vendredi 15 mai que des habitants de la commune de Ndjili vont marcher pour manifester leur ras-le-bol contre l'insécurité grandissante qui s'est installée dans leur municipalité depuis belle lurette. Une marche que les organisateurs veulent réellement pacifique, calme, respectueuse des droits humains et des biens publics et privés.

C'est pour cette raison qu'ils ont adressé un message de sensibilisation à toutes les personnes qui prendront part à cette manifestation.

"À toutes les personnes qui prendront part à la marche pacifique prévue demain dans la commune de Ndjili, nous rappelons que cette mobilisation est un moment important d'expression citoyenne pour dénoncer calmement et fermement l'insécurité qui touche notre commune",



ont-ils appelé.

A cette occasion, ils ont tenu à fixer les règles du jeu devant être respectées par les manifestants pour que cette marche soit réellement pacifique, du début à la fin.

PAS D'INSULTE, PAS DÉSORDRE NI DE PROVOCATION NI DE VIOLENCE

"Nous insistons sur les règles suivantes : *Aucun message d'insulte ne sera toléré; aucun acte de désordre, de provocation ou de violence ne sera accepté; il est strictement interdit de citer ou d'impliquer le nom des autorités provinciales, territoriales ou nationales; aucun dégât matériel, aucune dégradation et aucun comportement agressif ne seront tolérés; le respect des citoyens, des biens publics, des forces de l'ordre et de l'environnement doit être total*", insistent les organisateurs dans un ton de responsabilité assumée.

Car, soulignent-ils, cette "marche est strictement pacifique, disciplinée et organisée".

RESTER CONCENTRÉ SUR L'OBJECTIF PRINCIPAL

Le message insiste sur le fait que "chaque participant doit éviter toute provocation et rester concentré sur l'objectif principal de la mobilisation : Notre objectif est de faire entendre la voix du peuple de Ndjili auprès des autorités face à l'insécurité, dans le respect de la loi et de la dignité humaine".

Le message s'achève en demandant "à chaque participant de garder une attitude responsable, calme et digne, afin de montrer que notre message est sérieux, uni et constructif." Car ensemble les Ndjilioises et les Ndjiliois ont fait un vœu de faire entendre leur cri de détresse, mais dans l'ordre, la discipline et la paix.

Kléber KUNGU

Ituri : l'OMS préoccupée par la situation sanitaire

La représentante ad interim de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Mme Anne Ancia, était arrivée le mercredi 13 mai courant à Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri au nord-est du pays pour une mission de l'évaluation sur les défis sanitaires.

Dans un entretien accordé à la presse, cette personnalité a déploré les déplacements de la



population civile, le pillage des structures sanitaires à la suite des violences armées. " Je suis venue voir

effectivement la situation sanitaire de la population, quels sont les besoins de la population, les défis auxquels mes équipes font face... Le plus grand défi c'est la continuité des déplacements de la population et encore le pillage de centres de santé ", a-t-elle déclaré.

Elle a, par ailleurs, salué la franche collaboration existant entre les autorités provinciales et les équipes de l'OMS. Depuis plusieurs

années, la province de l'Ituri fait face à une situation sanitaire préoccupante marquée notamment par des conflits armés. Malgré ces contraintes sécuritaires, les équipes de l'OMS poursuivent leurs interventions sur le terrain avec notamment l'appui des autorités provinciales dans l'approvisionnement en médicaments et équipements médicaux en cas d'urgence.

Héritier TIMOLO

Lualaba : plus de 200 présumés criminels arrêtés lors d'un bouclage à Kolwezi

Un coup de filet de la police a permis l'interpellation de 246 présumés criminels lors d'une opération de bouclage menée mercredi par la Police nationale congolaise dans les quartiers Tshipuki et

Tshabula, dans la ville de Kolwezi, dans la province du Lualaba.

Selon le ministère provincial de l'Intérieur, ces deux entités étaient considérées comme des "zones rouges" de la ville où plusieurs actes d'incivisme

étaient commis par des délinquants. Les forces de l'ordre ont démantelé plusieurs réseaux criminels qui sèment la peur et la désolation dans la province du Lualaba.

En parallèle, un autre lot de près de 100 jeunes a été

appréhendé au Golf et à Kanina, dans la commune de Dilala, au cours de la même opération. Lors de ce bouclage, les forces de sécurité ont saisi plusieurs effets militaires dans des habitations civiles.

Ces interpellations de

jeunes désœuvrés s'inscrivent dans le cadre de la lutte contre le banditisme urbain et de la restauration de l'autorité de l'État dans les zones jugées sensibles de la ville de Kolwezi.

Patient Mubiayi MBY

Sud-Ubangi : plus de soucis sanitaires pour la prise en charge médicale des enseignants

A la province du Sud-Ubangi, les enseignants poussent un ouf de soulagement. Jadis confrontés à résoudre péniblement leur prise en charge médicale, ils peuvent désormais compter sur une mutuelle pour alléger leurs soucis sanitaires. Un rêve en passe de se muer en réalité depuis le lancement officiel des activités de la Mutuelle de Santé des Enseignants (MESP) le 13 mai dernier à Gemena, capitale du Sud-Ubangi.

Gouverneur a.i. de la province, Emmanuel Kpedo, a été fier de lancer solennellement les activités de la MESP, en présence des autorités politico-administratives, des responsables de la Mutuelle et de nombreux enseignants, venus assister à cet événement historique.

Représentant Madame le Secrétaire Exécutif National de la MESP et le Président du Conseil d'Administration, Mme Nicole Mitshuabu a salué l'aboutissement de cette initiative qui vise à garantir aux enseignants une



Le gouverneur a.i. du Sud-Ubangi (au centre) s'est réjoui de l'implantation de la Mutuelle de santé des enseignants dans sa province. PHOTO DROITS TIERS

meilleure accessibilité aux soins de santé.

Elle a saisi l'occasion pour "rendre un vibrant hommage à la vision salvatrice du Chef de l'État, M. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, pour son engagement en faveur du bien-être social de la population congolaise".

REMERCIEMENTS

Mme Nicole Mitshuabu a également exprimé sa reconnaissance à l'endroit de la Cheffe du Gouvernement, Mme Judith Suminwa Tuluka, ainsi qu'à la ministre de tutelle, Mme la Ministre d'État Raïssa Malu, "pour leur accompagnement dans la

mise en œuvre des politiques sociales en faveur des enseignants".

Dans son adresse, Mme Nicole Mitshuabu a mis le curseur sur "le dynamisme du Conseil d'Administration de la MESP, dont les efforts continus permettent aujourd'hui l'extension des services de couverture sanitaire des enseignants jusque dans les provinces".

Aux dires de la Représentante de Mme le Secrétaire Exécutif National de la MESP, "cette avancée traduit la détermination de la Mutuelle à renforcer la protection sociale des professionnels de



Mobilisés à Gemena, des enseignants du Sud-Ubangi ont poussé un ouf de soulagement en assistant au démarrage des activités de leur mutuelle de santé. PHOTO DROITS TIERS

l'éducation, considérés comme piliers du développement national".

APPEL À UNE ADHÉSION MASSIVE

Pour sa part, le Gouverneur a.i. du Sud-Ubangi, Emmanuel Kpedo, a également salué les efforts consentis par la MESP en faveur des enseignants de sa province. Il a souligné l'importance de cette initiative qui vient répondre à plusieurs difficultés liées à l'accès aux soins de santé dans le secteur éducatif.

L'autorité provinciale a, dès lors, encouragé les enseignants à "adhérer

massivement à cette mutuelle afin de bénéficier pleinement des avantages qu'offre cette prise en charge médicale".

Emmanuel Kpedo a également réaffirmé l'accompagnement des autorités provinciales pour la réussite de ce programme dans le Sud-Ubangi.

À travers cette cérémonie, la MESP confirme sa mission de promouvoir le bien-être des enseignants congolais, tout en contribuant à l'amélioration des conditions sociales des acteurs du système éducatif national.

Yves KALIKAT

Au-delà du visible

"Les beaux visages souriants sont partout, les beaux esprits; difficile à trouver !"

Les beaux visages souriants sont partout, les beaux esprits; difficile à trouver ! Aujourd'hui comme d'autres jours parfois, l'auteur anonymisé s'offre la langue de Voltaire, non sans se heurter aux caprices de cette langue, heureusement de moindre intensité.

Concrètement, il a fallu mettre une virgule après le mot "esprit" et ajouter un "s" à "difficile" car étant un adjectif qui s'accorde en genre et en nombre avec le mot "esprits". Ici, cette partie de la phrase étant elliptique, c'est-à-dire formée sans verbe qui serait "sont". La phrase corrigée deviendrait : "Les beaux visages sont partout, les

beaux esprits difficiles à trouver". On pourrait aussi écrire : "Les beaux visages sont partout, mais les beaux esprits sont difficiles à trouver". C'est sur le plan de la forme. Passons maintenant au fond pour y déceler la substantifique moelle.

Cette citation met en contraste le caractère superficiel de l'apparence physique, très répandue, et la rareté de la beauté intérieure ou de l'intelligence supérieure. Elle souligne une distinction fondamentale entre le paraître et l'être. Voici une explication détaillée : "Les beaux visages souriants sont partout" (Le paraître) : Cela fait référence à la beauté physique, souvent mise en avant dans notre société. Un



visage souriant est facile à afficher, parfois même pour masquer des émotions réelles, simuler la gentillesse ou obtenir un avantage. Il est

aisé de trouver des gens esthétiquement agréables. "Les beaux esprits; difficile à trouver !" (L'être) : Le "beau esprit" (en bon français on

dira le "bel esprit" (ou "belle âme") désigne l'intelligence, la profondeur de caractère, la générosité, la sagesse et la bonté morale. Contrairement à la beauté physique qui est visible au premier coup d'œil, ces qualités intérieures sont cachées, rares et invisibles. Elles nécessitent du temps et de la profondeur pour être découvertes.

En résumé, cette citation nous invite à ne pas nous fier aux apparences. Elle suggère que la beauté physique est commune, tandis que la beauté intérieure (l'intelligence, la gentillesse, la profondeur) est précieuse et rare, comparée à une perle rare ou une pierre précieuse.

Kléber KUNGU

À un mois du Mondial, "Lumumba Ve" lance le groupe d'animation "Écho du bloc Léopard"

Le célèbre animateur congolais Michel Kuka, mieux connu sous le nom de "Lumumba Ve" bouge d'un iota et a procédé au lancement officiel de son groupe d'animation "Écho du bloc Léopard", lors d'une cérémonie organisée à Kinshasa. Ce, à un mois du début de la Coupe du monde États-Unis d'Amérique, Canada et Mexique 2026 dont la phase finale ira du 11 juin au 19 juillet.

Cette nouvelle structure se fixe comme objectif de soutenir les Léopards de la RDC à travers une animation sportive modernisée dans les stades.

Initiateur du projet, "Lumumba Ve" a fait savoir que cette initiative est née d'une volonté d'apporter une nouvelle dynamique au supporterisme congolais.

Selon lui, le groupe ambitionne d'harmoniser l'animation dans les tribunes et d'introduire de nouvelles méthodes inspirées de certaines expériences observées à l'étranger, notamment avec l'intégration de la fanfare.

"L'objectif est d'apporter

une valeur ajoutée au sein de l'équipe afin de mieux soutenir nos équipes nationales. J'ai constaté une différence avec les groupes étrangers, une autre manière de faire les choses. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'innover et d'apporter une nouveauté, notamment à travers l'introduction de la fanfare dans notre animation", a-t-il précisé.

La cérémonie a également été marquée par la présentation des membres déjà affiliés au mouvement, parmi lesquels plusieurs animateurs et sympathisants engagés dans le projet, et une intermède musicale du groupe.

Un appel à de nouvelles adhésions a été lancé afin de renforcer les effectifs du groupe avant les prochaines échéances sportives des équipes nationales.

RENFORCER L' ENGOUEMENT AUTOUR DE L'ÉQUIPE NATIONALE

Au cours de son intervention, Lumumba Ve a exprimé sa reconnaissance au président de la République Félix-Antoine Tshisekedi, au



Lumumba Ve et son nouveau groupe d'animation, "Écho du bloc Léopard". PHOTO DROITS TIERS

ministre des Sports et Loisirs, Didier Budimbu, ainsi qu'aux médias et à certains partenaires privés pour leur accompagnement dans la visibilité de son initiative.

Cette sortie officielle intervient quelques jours après l'annonce du départ de "Lumumba Ve" du groupe "Wazelendo" dirigé par Joli Matumona dit "Mundele Ndundu". Cette séparation marque la fin d'une collaboration remarquée dans les tribunes des Léopards et ouvre une nouvelle étape pour celui qui s'est imposé comme l'une des figures du

supportérisme congolais ces dernières années.

Révéle au grand public lors de récentes campagnes des Léopards, notamment à la Coupe d'Afrique des nations (Can) au Maroc, Lumumba Ve entend désormais construire une identité propre autour d'une animation sportive structurée avec l'ambition de renforcer l'engouement populaire autour des équipes nationales congolaises.

Cinquante-deux ans après, les Léopards sous la houlette du sélectionneur Sébastien Desabre va signer son come

back à la Coupe du monde. Les coéquipiers du capitaine Chancel Mbemba ont arraché leur qualification en battant les Reggae Boyz de la Jamaïque sur le score de 1-0, le 31 mars à Guadalajara au Mexique. C'était l'œuvre du défenseur axial, Axel Tuanzebe en prolongation.

La RDC est logée dans le groupe K avec le Portugal de la légende vivante, Cristiano Ronaldo, la Colombie et l'Ouzbékistan. C'est un premier mondial co-organisé par trois nations et de surcroît du continent américain.

Gloire BATOMENE

AVEC LA FORMATION DES 17 INSTRUCTEURS AU CONGO BRAZZA

Le requin-do kick punch franchit les frontières de la RDC

Le requin-do kick punch vient de franchir les frontières nationales rd congolaises et s'internationalise. La discipline sportive d'origine congolaise (RDC) a posé ses valises au Congo d'en face. Le tout premier pays en dehors de la RDC, berceau de cette discipline dont le géniteur est le Grand maître Tshibambe Mwimba dit "Me Chinois", "Grand Moine". Ce cap important que vient de passer cet art martial survient à la faveur de la formation par la Fédération congolaise de requin-do kick punch (Fecorek) de 17 instructeurs de requin-do kick punch, du vendredi 8 au dimanche 10 mai à Brazzaville, capitale de la



Une bonne ambiance était au rendez-vous lors du séminaire de Brazza la verte. PHOTO DROITS TIERS

République du Congo.

Le séminaire de Brazza la verte a été animé par Me Didier Mukwanseke "Conan 6600 volts" (Directeur technique national de la Fecorek) assisté par Me Arnold Ibula (Secrétaire général de la même fédération).

Les 17 participants, tous

des ceintures noires en provenance du tae kwondo et du pro tae kwondo, ont pu goûter aux délices de cette discipline congolaise inspirée de la lutte traditionnelle (Libanda). L'occasion a été propice pour ces nouveaux instructeurs de la rive droite du fleuve Congo d'apprendre différentes techniques du

requin-do kick punch appelé aussi "Mushipa nzila". Ils auront la charge de diffuser ce style à d'autres pratiquants d'arts martiaux.

"Après cette première étape de formation, les instructeurs formés devront travailler les techniques apprises lors du séminaire. Après une certaine période, nous reviendrons à Brazzaville pour évaluer les performances et organiser un recyclage, avant de les confirmer officiellement comme instructeurs. Nous pouvons certifier, à ce jour, l'existence de la Ligue provinciale de requin-do kick punch de Brazzaville", a indiqué le Directeur technique nationale de la Fecorek.

"Personnellement, je suis très content pour le séminaire. Merci à tous les apprenants pour la volonté

manifestée et leur assiduité durant le séminaire", a conclu Me Didier Mukwanseke.

Durant leur séjour brazzavillois, la délégation en provenance de Kinshasa la belle a bénéficié du soutien incontournable de l'inspecteur Ondomo pour la matérialisation et réalisation du séminaire, y compris la création d'un bureau pour la ligue de Requin-do kick punch (Mushipa nzila) à Brazzaville.

Ci-après, une partie de 17 instructeurs formés : Thierry Mabounda Thom, Kindou Duchrist, Diabaté Davel Seydou, Elenga Ronelgie, Samba Elfi, Samba Espoir, Nzambi Denicia, Nkouka prince, Oniangué Sem, Mbaya Nichelvie, Mananga Julle César, Bikoka Ive, Maître céleste, Maître Abraham et Maître Moustapha...

Aimé TUTI

Le Gouverneur honoraire de Kinshasa, Kimbembe Mazunga, réagit à notre article sur l'assainissement de la capitale

L'article publié ce matin par *Forum des AS* sur la problématique de l'assainissement de Kinshasa appelle, à mon sens, quelques observations importantes.

La première est d'ordre méthodologique. Lorsqu'on entreprend de retracer l'action des gouverneurs qui se sont succédé à la tête de la ville de Kinshasa, notamment sur une question aussi complexe que l'assainissement et la lutte contre l'insalubrité, la bonne démarche aurait été d'approcher chaque ancien gouverneur encore en vie afin de recueillir son témoignage, son expérience, les moyens dont il disposait, les contraintes rencontrées ainsi que le bilan réel de son action. Cela aurait permis une lecture plus équilibrée, plus historique et surtout plus juste.

Ensuite, le titre même : "Kinshasa refuse de redevenir Léopoldville" pose problème. Pourquoi vouloir que Kinshasa redevienn



Léopoldville ? De la même manière qu'on ne peut demander à la RDC indépendante de redevenir le Congo colonial, on ne peut faire du retour à Léopoldville une référence politique ou administrative.

Kinshasa est une ville confrontée à des réalités démographiques, sociales, économiques et environnementales totalement différentes de celles des années 1950 ou 1960.

Pour ma part, lorsque je suis arrivé à la tête de la ville de Kinshasa le 15 novembre 2005, la ville portait

malheureusement l'image de "ville la plus sale du monde". Quelques jours auparavant, une émission de télévision française de grande audience avait même posé, dans "Questions pour un champion", la question suivante : "Quelle est la ville la plus sale du monde ?" La réponse donnée était : Kinshasa.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai déclaré publiquement devant la presse que je ne pouvais pas accepter d'être le gouverneur de la ville la plus sale du monde.

Et les résultats ont

commencé à apparaître rapidement. En février 2006, lors de la visite du Roi du Maroc à Kinshasa, celui-ci, après son installation à l'hôtel, avait demandé un véhicule pour effectuer lui-même un tour de la ville. Tard dans la nuit, le Chef de l'État de l'époque m'avait personnellement appelé pour me transmettre la satisfaction du Roi, qui avait trouvé une ville propre.

Pourtant, avant cette visite, il m'avait été demandé de "nettoyer la ville" spécialement pour recevoir cet hôte de marque. J'avais refusé cette logique. J'avais répondu que l'assainissement de la ville n'était pas une opération de circonstance destinée aux visiteurs officiels, mais une obligation normale du gouverneur dans l'exercice quotidien de ses responsabilités.

Je me souviens également qu'à l'occasion de l'arrivée à Kinshasa, en février 2006, des gouverneurs venus pour les activités liées à la promulgation de la

Constitution, plusieurs d'entre eux avaient exprimé leur satisfaction quant à l'état de la ville.

C'est pourquoi je pense qu'il serait utile, pour écrire l'histoire de Kinshasa avec rigueur, d'organiser de véritables entretiens avec les anciens gouverneurs afin qu'ils expliquent :

- la politique qu'ils avaient mise en place ;
- les moyens dont ils disposaient ;
- les difficultés rencontrées ;
- ainsi que les résultats obtenus.

Cela éviterait les généralisations et permettrait d'écrire une histoire plus fidèle de la ville.

Nous sommes encore vivants et disponibles pour partager notre expérience. Plusieurs chercheurs, auteurs et journalistes l'ont déjà fait dans le passé à travers des échanges approfondis.

L'histoire de Kinshasa mérite mieux que des raccourcis ou des comparaisons nostalgiques avec Léopoldville.

KIMBEMBE Mazunga

Exercices militaires de la Garde Républicaine au Stade des Martyrs ce vendredi 15 mai

La Garde Républicaine a annoncé l'organisation, le vendredi 15 mai 2026, d'exercices militaires de simulation au Stade des Martyrs de la Pentecôte, à Kinshasa. Ces manœuvres incluront notamment des tirs à blanc et des bruits d'armes à feu, dans le cadre de la formation continue de ses unités.

Dans un communiqué officiel signé ce jeudi 14 mai, par le commandement de la Garde Républicaine, Kabi Karizi Ephraïm, ces entraînements visent à renforcer les capacités opérationnelles des forces déployées pour la sécurisation et la protection des hautes personnalités. Ils permettront également d'évaluer les dispositifs de réaction, d'améliorer la



coordination des unités et de tester les procédures d'intervention en situation d'urgence.

L'institution militaire précise que ces exercices s'inscrivent dans un programme de renforcement des compétences et de préparation opérationnelle, dans un contexte de sécurité exigeant.

En conséquence, la

Garde Républicaine appelle la population kinoise et les usagers environnants à garder leur calme face aux détonations qui pourraient être entendues durant ces simulations, et à ne pas céder à la panique ni aux interprétations alarmistes. Elle insiste sur le caractère strictement contrôlé et pédagogique de ces activités.

Jérémie ASOKO

